

## Recherches sociographiques



# Une idéologie de transition : du nationalisme à une nouvelle définition du politique

Louis Savard

Volume 4, Number 2, 1963

Thèmes idéologiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055185ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055185ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this note

Savard, L. (1963). Une idéologie de transition : du nationalisme à une nouvelle définition du politique. *Recherches sociographiques*, 4(2), 228–236.  
<https://doi.org/10.7202/055185ar>

## UNE IDÉOLOGIE DE TRANSITION : DU NATIONALISME À UNE NOUVELLE DÉFINITION DU POLITIQUE

*Dans une thèse de maîtrise présentée au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval en 1962, Louis Savard a analysé le contenu des vingt-trois numéros constituant la « première série » de la revue Cité libre (de 1950 à 1959).<sup>\*</sup> Il s'est attaché plus particulièrement à l'étude des thèmes religieux et politiques. L'extrait de la thèse reproduit ci-après présente l'idéologie politique de la revue comme une idéologie définie par opposition à l'idéologie politique qui triomphait au Canada français au moins depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.*

Le thème politique constitue l'une des préoccupations dominantes de *Cité libre*. Le titre même de la revue le laisse déjà deviner : il indique dès le départ une promesse de réflexion sur les conditions d'aménagement d'une société digne d'hommes libres.

Si nous comparons les thèmes religieux et politique, nous remarquons une évolution dans les préoccupations de l'équipe (voir le graphique de la page suivante). Après un temps fort dans les premiers numéros (plus de la moitié des références à la religion se trouvent dans les sept premiers numéros), le thème religieux perd de son importance par la suite avant de disparaître tout à fait avec le numéro vingt. Au contraire, les références à la politique sont plus constantes, si l'on ne tient pas compte du numéro quinze consacré en entier à la télévision.

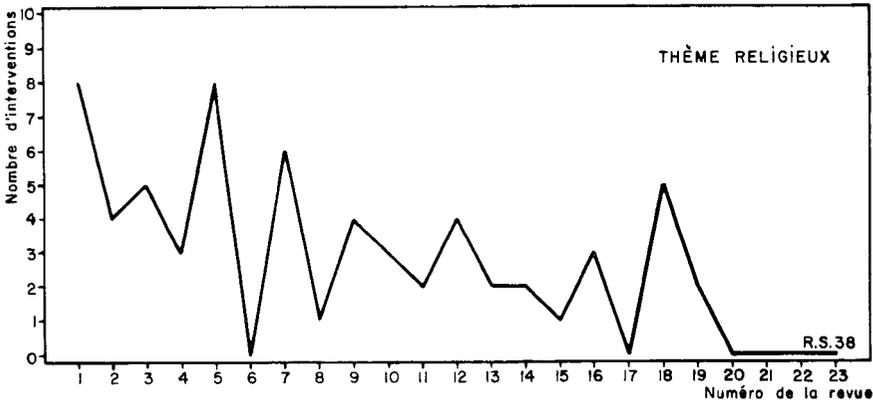
Deux intentions fondamentales se dégagent des interventions politiques : l'opposition soutenue aux postulats de l'idéologie politique traditionnelle et la définition d'idéaux politiques nouveaux. Établissant les règles du jeu, Pierre-E. Trudeau précise en ces termes les objectifs de la revue :

« Cessant un moment de trembler à la pensée du danger, cessant de nous entretenir dans nos traditions en salissant ce qui s'oppose à elles, il faudrait considérer quelle action positive peut soutenir nos croyances . . . Ce qui manque le plus au Canada français, c'est une philosophie positive de l'action . . . Après l'autonomie, il faudra s'en prendre à toutes les autres panacées politiques, et ne rien accepter qui ne puisse se justifier en termes positifs et raisonnables . . . Il faut déclencher la crise de conscience politique ; faire table rase de toutes nos superstitions . . . Il faut concevoir audacieusement cette politique fonctionnelle par quoi seule peut s'ériger une cité libre » (1, 20-24).

Le tableau ci-après indique les principaux thèmes abordés aux deux niveaux que nous avons distingués et nous permet de constater leur importance quantitative relativement égale.

---

<sup>\*</sup> La revue *Cité libre* a été fondée, à Montréal, par un groupe d'intellectuels dont la plupart avaient été des dirigeants de l'Action catholique étudiante et qui avaient tous subi l'influence d'Emmanuel Mounier et de la revue *Esprit*. Ses principaux animateurs ont été Gérard Pelletier et Pierre-E. Trudeau. La revue devait être une publication trimestrielle, mais, au lieu de trente-neuf livraisons, on ne compte que vingt-trois numéros publiés au cours des dix premières années. En 1960, la revue devient mensuelle, en même temps qu'on en modifie profondément la formule.



Fréquence des thèmes politiques et religieux  
dans la première série de CITÉ LIBRE

## I. GRIEFS DE LA REVUE CONTRE L'IDÉOLOGIE TRADITIONNELLE

### 1. Critique de la politique de refus

Jugeant notre tradition dans « Politique fonctionnelle » (1, 20-24 et 2, 24-29), Pierre-E. Trudeau diagnostique un penchant chronique à une attitude de refus. Il fustige celle-ci comme une manifestation un temps nécessaire mais dont le maintien deviendrait une « bestiale obstination ». Pour lui, il faut s'engager résolument et positivement dans l'action.

Aurèle Kolnai, dans des « Notes sur l'utopie réactionnaire » (13, 9-20), a tenté de démonter les mécanismes de cette attitude fondamentale chez un certain type d'homme. Après en avoir décrit les principaux signes, il en détecte le noyau central dans une volonté forcenée de conserver l'acquis par peur du changement et de l'effort d'adaptation. Il suffit



qu'un régime ait assuré quelque temps la cohésion d'une société pour que ses partisans s'y accrochent comme à un absolu, alors que s'affaiblissent les traditions qu'il prétend représenter. Et, selon Kolnaï, il n'y a aucune solution autre que la confiance et la critique de soi. Gérard Pelletier, dans « Réflexions sur l'état de siège » (16, 32-40), rejoint les conclusions de Kolnaï, mais cette fois il s'agit explicitement du cas canadien-français. S'interrogeant sur l'attitude si répandue chez nous d'une bonne conscience agressive devant toute mise en question de nos comportements collectifs ou de nos traditions, il l'explique par notre sentiment d'insécurité, hérité de la conquête de 1760 :

« Nous nous comportons toujours comme un groupe culturel investi de toutes parts, comme une nation en guerre. Il se mêle à tous nos réflexes une dose anormale de peur instinctive. Notre circonspection tient de la méfiance » (16, 35).

Notre position, toujours précaire, dangereuse, a pourtant évolué, selon Pelletier. L'atmosphère s'est dégagée ; l'Anglais ne veut plus l'assimilation à tout prix, il nous regarde comme un phénomène curieux qu'il a tendance à oublier, bien souvent, dans ses décisions politiques. Et Pelletier prend comme illustration notre politique provinciale, qui, confrontée aux problèmes énormes d'organisation de notre évolution présente (système scolaire, développement industriel, problème des salaires, sécurité sociale, etc.), les néglige scandaleusement pour évoquer les fantômes communistes, les dangers du fédéralisme, les mythes de l'assimilation et inventer des ennemis fictifs.

Ainsi « l'alerte culturelle » rend la politique de corruption et de malversation plus aisée aux politiciens, elle exige d'eux peu d'efforts. Mieux encore, elle les dispense de prévoir et de penser. Et, pendant ce temps, notre situation politique se détériore. Les politiciens ne sont pas les seuls responsables de cet état de choses, toutefois ; le citoyen qui les élit l'est autant qu'eux :

« Faiblesse d'âme : le mot est-il trop fort pour désigner une complaisance qui permet au premier politicien venu de nous mentir effrontément sur nous-mêmes pourvu qu'il s'enveloppe du drapeau fleurdelysé et qu'il crie au « loup » fédéral ? » (16, 39).

C'est ainsi que la revue sera amenée à remettre en question bon nombre de nos postulats et thèmes traditionnels : notre isolationisme vis-à-vis la France (1, 33-34 ; 21, 42-45) ou à l'intérieur de la Confédération (13, 39-41) et, d'une façon plus globale, notre conception du nationalisme.

## 2. Nationalisme irréaliste

L'examen sérieux des postulats de notre politique, tel qu'envisagé par l'équipe de *Cité libre*, devait fatalement amener les collaborateurs à scruter le sens profond de notre tradition nationaliste. Le nationalisme avait joué un trop grand rôle dans notre évolution politique pour que la revue négligeât un tel facteur. François Hertel, dans « Les évolutions de la mentalité au Canada français » (10, 40-52) essaie de décrire les développements parallèles de l'idéologie nationaliste et du « pays réel », depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Avant lui, Trudeau (6, 57-60) s'était attardé à l'étude de notre nationalisme de 1930 à 1950. Et Léon Dion, dans un article lucide et nuancé, « Le nationalisme pessimiste » (18, 3-18) mettra

en relief la formulation renouvelée de la même idéologie, exprimée en termes laïcs, dans l'après-guerre, par des historiens comme Brunet et Frégault.

Tous trois s'accordent pour montrer du doigt l'idéalisme qui a présidé à la formulation de notre pensée sociale. Ces études rejoignent ainsi les critiques sévères de Pierre Vadeboncœur et Marcel Rioux qui lèvent « nos faiblesses comme des lièvres dans l'épais fourré de nos bonnes intentions et de nos excuses habilement raisonnées ». Pierre Vadeboncœur, dans trois longs articles<sup>1</sup> qui se recourent constamment, fustige l'irréalisme de notre idéologie, la débilité de notre psychologie collective, l'inanité de notre action politique et, de façon globale, l'état moribond de notre culture. Marcel Rioux, dans « Idéologie et crise de conscience du Canada français » (14, 1-29), reprendra bon nombre de ses thèmes.

Devant les bouleversements de l'ère industrielle, notre littérature militante et nos positions philosophiques, au lieu d'évoluer vers la recherche de solutions neuves, se crispent sur l'enseignement traditionnel avec une insistance et une inefficacité grandissantes. « Démission du côté du réel, proclamation encore plus prononcée de la lettre », le processus conduit à un fossé de plus en plus profond entre l'idéologie et la réalité. La pensée traditionnelle, chez nous, fait une lourde concurrence à toute introduction d'une pensée neuve :

« Elle draine une somme considérable d'intentions et opère une diversion idéologique telle qu'il paraît peu probable que le mouvement révolutionnaire, qui s'impose par l'univers entier, puisse s'amorcer ici ; et non seulement ce mouvement mais aussi les approches modernes du problème de la culture » (5, 17).

C'est que notre idéal de survivance et d'isolement est trop commode pour que nos élites songent sérieusement à le renouveler. Il fait l'unanimité autour de lui, ne demande pas beaucoup d'imagination, et le peuple l'accepte comme le seul choix possible. « Cet idéal devient l'occasion et la garantie de notre paresse idéologique et de notre inertie politique » (8, 14). L'autoritarisme des clercs et des politiciens a habitué le peuple à la soumission : l'adoption d'institutions politiques anglaises, obtenues sans trop de difficultés et grâce surtout à la combativité de la minorité anglaise, l'a mal habitué à la liberté et à l'initiative. Il préfère la soumission.

### 3. *Malhonnêteté, vénalité*

De la même façon qu'ils se sont scandalisés de l'incohérence de notre idéologie politique, les collaborateurs de *Cité libre* dénonceront le scandale des comportements politiques de la société canadienne-française. Avec une vigueur constamment renouvelée, ils condamnent le despotisme et l'arbitraire<sup>2</sup> des dirigeants politiques, la malhonnêteté politique sous toutes ses formes<sup>3</sup> et l'intolérance civile confinant au fascisme.<sup>4</sup> La revue, manifestant des intentions belligérantes dès ses débuts, tiendra à préciser de façon bien concrète les cibles de ses attaques : la plus populaire demeu-

<sup>1</sup> « L'irréalisme de notre culture » (4, 20-26), « Pour une dynamique de notre culture » (5, 12-19), « Critique de notre psychologie de l'action » (8, 11-28).

<sup>2</sup> Voir : 3, 57-59 ; 4, 16-19 ; 5, 3-4 ; 8, 11 ; 14, 39.

<sup>3</sup> Voir : 6, 35-46, 53 ; 10, 58-59 ; 11, 38-39 ; 12, 42-44 ; 16, 67-68 ; 23, 36-48.

<sup>4</sup> Voir : 1, 28, 30-31 ; 16, 32-40.

ra sans doute la politique et les discours du premier ministre de la province, Maurice Duplessis, « symbole d'oppression, de corruption et de mépris de la justice » (5, 4). Le suivent de près les journalistes ou les essayistes tendancieux, cibles de quelques flèches empoisonnées. La chronique « Flèche de tout bois », rapide et acerbe, est le lieu habituel de ces accrochages. Seules quelques études sérieuses tentent d'expliquer notre immoralisme profond, et notre penchant à l'intolérance (6, 35-36, 53-57 ; 16, 32-40). On retrouve ici encore, fondamentalement, les mêmes causes qui ont expliqué nos autres déformations : la conquête de 1760, le nationalisme et le cléricanisme.

## II. DÉFINITION DES OBJECTIFS POLITIQUES DE « CITÉ LIBRE »

Toutes ces critiques de la revue, nous le devinons, ne constituent qu'un premier déblaiement en vue d'une construction politique plus moderne et mieux adaptée aux nouvelles conditions de vie liées à la révolution industrielle. On serait tenté de croire, cependant, que les critiques nourries à l'adresse de l'idéologie nationaliste signifient la condamnation et le rejet d'une telle tradition politique. Certaines études, entre autres celle de Desjardins (11, 32-36) sur l'« Unité de langue et de culture », et les conclusions implicites de Pierre Vadeboncoeur dans « Critique de notre psychologie de l'action » (8, 11-28) laissent peu de doute sur la déception profonde créée chez ces auteurs par l'idéal nationaliste traditionnel. Ils iront jusqu'à prôner l'assimilation culturelle à la civilisation anglo-saxonne environnante, afin, disent-ils, de libérer les forces employées à la conservation qui pourront ensuite être utilisées pour les réformes sociales de l'ère moderne.

De telles positions ne représentent pas, toutefois, la conception générale de la revue. Gérard Pelletier, dans « Dissidence » (8, 31-33), tient à se dissocier de la thèse de Vadeboncoeur : il soutient la nécessité d'une fidélité au passé, tout en condamnant évidemment le caractère idéaliste et l'omniprésence du nationalisme dans toutes nos positions politiques. Léon Dion (18, 3-18), Rioux (14, 1-29), Trudeau (1, 20-24 et 2, 24-29), de même que Fernand Dumont, dans l'examen de « Quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français » (19, 22-28) insisteront dans le même sens, également : le nationalisme sans doute a sa place, mais il ne doit pas s'identifier à notre politique. Il n'en doit, au contraire, constituer qu'un des multiples éléments, important sans doute, mais non l'unique mobile. D'autres motifs doivent nous inspirer dans l'aménagement politique : la liberté, le respect de l'homme, la responsabilité, le souci de la justice et de l'égalité sociale.

La tendance de *Cité libre* sera donc de laisser dans l'ombre les motivations nationalistes, pour insister davantage sur les autres aspects, trop longtemps ignorés : le politique, l'économique et le social ont d'autres finalités que nationales, et l'on s'accorde pour tenter de les dégager, de les revaloriser, au dépens des arguments traditionnels. C'est là, il nous semble, que se situe l'essentiel de l'effort de la revue, son choix fondamental.

L'intervention de ces nouvelles considérations va toutefois changer souvent les données du problème politique. Nous tenterons donc dans les paragraphes suivants de préciser en quel sens l'effort de réflexion des collaborateurs s'est orienté.

### 1. *Séparation du politique et du religieux*

En leur qualité de citoyens catholiques, au nom de l'intégrité de l'Église et de la liberté du citoyen, les collaborateurs de *Cité libre* exigeront sans relâche une distinction claire et nette des secteurs spirituels et temporels.

### 2. *Liberté, démocratie*

« Et si la seule chose que nous ayons jamais songé à vous léguer était justement le sens de la liberté ? » (21, 5).

Cette simple phrase de Pelletier, servie à un jeune venu lui demander des comptes sur l'expérience de *Cité libre*, il nous semble qu'elle pourrait facilement être placée en exergue à toute l'œuvre de la revue. Liberté religieuse, mais aussi liberté politique. Au fond, les interventions de la revue cherchent à libérer l'homme chez le Canadien français catholique. Au-delà des caractéristiques ethniques et religieuses, *Cité libre* veut atteindre l'homme dans toutes ses dimensions.

Cette quête de la liberté s'exprimera dans toutes les gammes. Ainsi, la revue fera appel à nombre d'universitaires qu'elle chargera d'établir les conditions de la liberté académique (19, 1-15 ; 21, 8-30). Ailleurs (20, 44-46), elle ouvrira ses colonnes à un médecin qui plaide en faveur de la liberté professionnelle pour ses collègues immigrants. Elle fournira des protestations nourries devant chaque tentative de baillonnement de la liberté d'expression (22, 32-34 ; 23, 1-3, 15-21 ; 20, 1-6).

Mais là où l'équipe se fera le plus insistante, ce sera pour défendre et prôner les libertés démocratiques.

Dans un numéro spécial consacré aux élections du 16 juillet 1952, la direction ouvre ses pages aux interprétations des résultats par les divers partis en lice (6, 2-22), pour ensuite répartir entre ses collaborateurs une étude systématique de nos institutions politiques et de leur fonction dans notre milieu : Lussier (6, 23-34) scrute l'histoire de notre loi électorale, empruntée sans adaptations au système anglais et en relève les anachronismes, anomalies et paradoxes. Après lui, Pelletier et Laporte (6, 35-46) démontent les rouages de la « caisse » et de la « machine » électorales, dégageant ainsi les structures de base d'une campagne électorale dans notre milieu. Rioux, par sa part (6, 47-52), en observe le fonctionnement dans un petit village gaspésien, notant scrupuleusement attitudes et comportements de ruraux mal habitués à une démocratie dont ils ne connaissent pas la signification. Enfin, Trudeau (6, 53-69), dans un bilan de la situation politique provinciale à la suite de ce scrutin de 1952, offre des motifs d'espérer une éventuelle disparition de la démagogie et de la vénalité, en raison de l'éveil déjà perceptible de la classe ouvrière.

Toutes ces études dénoncent crûment les déviations aux principes démocratiques et on les devine constamment sous-tendues par un idéal politique où la responsabilité de chacun serait la garantie d'un pouvoir dynamique et honnête. Elles rejoignent ainsi d'autres interventions animées du même souci de liberté et de progrès. « L'élection fédérale : prodromes et conjectures » de Trudeau (8, 1-10) analyse les élections fédérales de 1953 à la lumière des grandes tendances politiques, européennes et américaines, d'après-guerre. L'auteur s'y inquiète du déclin de la gauche politique, au Canada comme ailleurs. « Défense et illustration de la

gauche » (18, 26-46) de Pierre Charbonneau, constitue une analyse minutieuse de l'action de gauche au Canada français. Cette recherche laborieuse d'un cadre politique où les principes démocratiques seraient enfin respectés se cristallisera une dernière fois, mais avec combien de véhémence et de conviction, dans le long « Manifeste démocratique » de Trudeau (21, 1-31) ; l'auteur propose en des termes très concrets un ralliement de toutes les forces démocratiques pour le renversement de la « dictature duplessiste ».

### 3. *Justice et orientation sociale*

Au-delà d'une réforme de cadres politiques vermoulus, l'équipe oriente les recherches vers la solution des problèmes sociaux soulevés par les transformations de la révolution industrielle. Son postulat premier se situe à l'intérieur d'une philosophie personnaliste qui définit l'homme en termes de dignité et d'égalité.

La nouveauté de cette orientation idéologique, la nécessité d'interventions concrètes et immédiates dans un contexte politique réactionnaire et, enfin, le caractère sporadique des publications de la revue (on publie quand on en a le temps et les moyens) expliquent en partie l'allure empirique et parfois improvisée de ces interventions premières. Pierre Vadeboncœur l'a noté dans un des derniers numéros de la série étudiée ici : déplorant l'inconsistance de la nouvelle pensée sociale enfin dégagée du borbier nationaliste, il souligne à propos de la revue :

« *Cité libre* a manifesté une plus grande disponibilité envers une pensée de gauche. Nous avons laissé entendre que de ce côté seraient peut-être certaines de nos préoccupations dominantes. Mais notre apport à cet égard fut des plus minces et la revue s'est ressentie, jusqu'à présent, du vacuum idéologique dans lequel le mouvement social s'exerce. »

*Cité libre* participe donc, selon Pierre Vadeboncœur, au vide idéologique qui a suivi le rejet des grands thèmes nationalistes traditionnels. Notre époque n'a pas encore de nom, et les revendications sociales de plus en plus aiguës qui se précisent n'ont pas été ordonnées en un système cohérent et dynamique, susceptible de faire naître des enthousiasmes. Vadeboncœur proposera la lutte au capitalisme comme le lieu de rencontre et le dénominateur commun de toute revendication sociale. Mais, sauf quelques timides allusions à la lutte des classes (v.g. : 1, 10-19), sauf les violentes sorties de Vadeboncœur (3, 17-20 ; 8, 16-23, 25-28) et ce texte surprenant de l'ouvrier Théo Gagné (16, 44-49), la lutte au capitalisme demeure peu énergique. On concentrera les efforts sur les dénonciations, ou sur des solutions partielles. Ainsi, toute une série de réformes sont appuyées et encouragées. « Considérations sur la médecine, profession sociale » (7, 10-14) s'appuie sur le principe du droit à la santé pour soulever la nécessité de l'intervention de l'État dans ce secteur d'intérêt public. Ailleurs, c'est le régime des orphelinats et des prisons (14, 34-37 ; 11, 12-23) qui attire l'attention ; Jean-Paul Lefebvre est invité à tracer les réalisations et lacunes de « L'éducation populaire au Canada français » (13, 21-23). Enfin, Gérard Pelletier accorde l'appui de la revue aux revendications étudiantes pour une accessibilité plus grande des jeunes à l'université (20, 1-6, 46-47).

Sur le plan de la politique internationale, de timides tentatives sont réalisées : l'équipe s'oppose à la guerre de Corée (3, 1-11), elle la trouve injuste, mais accorde son entier appui au gouvernement canadien dans sa

courageuse politique au moment des troubles hongrois (16, 1-2). C'est à peu près tout.

Il nous faut toutefois insister davantage sur les sympathies syndicales de la revue. L'appui à la classe ouvrière n'est pas équivoque, même si le capitalisme, cause de tant de conflits et de misères, n'a pas toujours été dénoncé avec vigueur. Cette sympathie agissante se manifestera surtout à l'occasion des grèves retentissantes de la décade de 1950-1960. C'est ainsi que Jean-Paul Geoffroy mettra en relief, après le procès et la condamnation de René Roque, gréviste d'Asbestos, l'injustice de la loi sur les grèves, qui n'accorde aucune protection à l'ouvrier tout en permettant à l'employeur de la contourner facilement (3, 17-20). Plus tard, Gérard Pelletier tentera d'analyser l'apathie de la population devant les injustices criantes et l'échec subis par les ouvriers à Louiseville (7, 1-9). On tiendra rigueur, par la même occasion, à Provost, président de la Fédération des travailleurs du Québec, pour son silence à l'endroit d'un gouvernement injuste à l'égard du syndicat de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (7, 53) ; rappelons encore l'attention particulière que la revue a accordée à la querelle entre les instituteurs de Montréal et la Commission scolaire de la métropole (4, 1-19 ; 9, 1-26).

L'appui au syndicalisme prendra une autre forme, plus facile mais aussi directe et franche : la chronique « Flèche de tout bois » trouvera des victimes précieuses chez les journalistes trop complaisants à l'égard des patrons ou prenant trop à la légère les malheurs des grèves prolongées (8, 48 ; 13, 44 ; 9, 43).

Cette nomenclature serait incomplète sans la mention de trois études de Trudeau sur des problèmes de techniques économiques : « Fluctuations économiques et méthode de stabilisation » (9, 31-37) étudie le mécanisme des fluctuations dans l'économie nationale et les moyens de les amortir. « Révolution latente et formule de compromis » (5, 31-42) étudie un des points les plus névralgiques du problème ouvrier, celui de l'échelle mobile des salaires. Et « À propos de domination économique » (20, 7-16) nous offre une étude des mécanismes et du rôle des investissements étrangers dans un pays, et quelques suggestions pour amener le Canada à dominer davantage sa propre activité économique.

Malgré un manque de systématisation dans la formulation et le caractère empirique et partiel de ses interventions sur le plan social, il est facile de constater dans la revue *Cité libre* une option politique qui constitue une opposition irréductible et un défi à l'idéologie nationaliste en place. Ses griefs contre la pensée officielle, et les thèmes sociaux qu'elle a constamment développés, repris, et approfondis, en sont le témoignage et constituent un effort pour construire une pensée politique et sociale adaptée au monde nouveau dans lequel le Canada français était déjà profondément engagé dès la fin de la deuxième guerre mondiale.

Louis SAVARD

*Bureau d'aménagement de l'Est du Québec,  
Mont-Joli.*